

« Personnes astreintes »

Contexte Engagement des sapeurs-pompiers
Engagements de protection atomique

Séminaire conjoint de la Commission fédérale de radioprotection (CPR)
et de la Commission fédérale pour la protection ABC (ComABC)



Principes de base – Système des sapeurs-pompiers

Mission principale des sapeurs-pompiers

- Les sapeurs-pompiers sont l'organe d'intervention compétent pour la protection des personnes, des animaux, de l'environnement et des biens matériels en cas d'incendies, d'événements naturels, d'effondrements, d'accidents ou d'événements ABC.
- Les sapeurs-pompiers ont pour tâche d'intervenir sans délai pour une durée limitée, en collaboration avec la police, le service sanitaire et des tiers.

Organisation

- Le domaine des sapeurs-pompiers relève de la souveraineté cantonale.
- 1230 organisations de sapeurs-pompiers, dont 17 corps de sapeurs-pompiers professionnels (1,3 %)
- Environ 80 000 membres de sapeurs-pompiers (FSSP), dont près de 1250 dans les corps de sapeurs-pompiers professionnels (ASSPP), env. 1,5 %



Contexte – Personnes astreintes

- Les personnes astreintes sont définies en détail à l'art. 142 ORaP.
- Dans le domaine des organisations publiques de sapeurs-pompiers, seuls les membres des corps de sapeurs-pompiers professionnels sont « astreints » au sens de la législation de radioprotection conformément à l'art. 142, al. 1, let. b.
- La plupart des sapeurs-pompiers (et de leurs organisations) ne sont pas de iure des personnes astreintes.
- Conformément à la législation cantonale sur les sapeurs-pompiers (tâches des corps de sapeurs-pompiers locaux, de ceux qui assument des missions spéciales) et à la Conception « Sapeurs-pompiers 2030 », toutes les interventions ABC font partie des tâches-clés (« obligation »).

Chapitre 4 Personnes astreintes

Art. 142 Groupes de personnes

¹ Dans une situation d'exposition d'urgence sont astreints à accomplir les tâches mentionnées à l'art. 20, al. 2, let. b, LRaP:

- les membres des autorités et des administrations;
- les membres de la police, du corps des sapeurs-pompiers professionnels, des premiers secours, de la protection civile et de l'armée;
- les personnes et les entreprises telles que les équipes de mesure et de protection contre les rayonnements chargées de parer aux dommages immédiats;
- les personnes et les entreprises de transports publics et privés, pour effectuer des transports de personnes et de marchandises ainsi que des évacuations;
- les personnes et les entreprises chargées de parer aux dommages indirects, par exemple, en prenant des mesures à la source en vue d'empêcher une extension de la contamination au voisinage;
- les médecins et le personnel médical spécialisé, pour dispenser des soins aux personnes irradiées ou à d'autres personnes concernées;
- les personnes et les entreprises qui doivent entretenir des infrastructures critiques;
- les personnes et les entreprises qui doivent maintenir des services publics indispensables.

² Les art. 134 et 143 à 146 sont applicables à la protection des sapeurs-pompiers de milice.

³ Les personnes de moins de 18 ans et les femmes enceintes sont dispensées des tâches visées à l'al. 1.

Chapitre 4 Personnes astreintes

(Rapport explicatif)

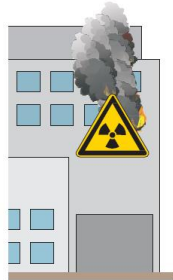
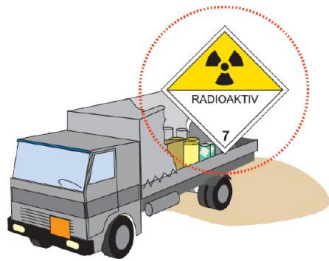
Art. 142 Groupes de personnes

Dans le cas d'un danger lié à l'augmentation de la radioactivité, des personnes peuvent être astreintes, conformément à l'al. 1, à accomplir des tâches indispensables à la protection de la population dans le cadre de leurs activités professionnelles et commerciales usuelles. Les art. 143 à 146 définissent les mesures de protection relatives à un éventuel engagement de ces personnes dans la région concernée. La liste figurant à l'al. 1 indique explicitement tous les services concernés. Les exploitants d'infrastructures critiques figurent à la let. g ; les exploitants et les employés des centrales nucléaires en font partie. Les art. 134 et 143 à 146 s'appliquent également aux prestations volontaires des pompiers de milice et des associations de samaritains notamment, qui ne peuvent pas être astreintes selon l'art. 20 LRaP. Tout comme les personnes astreintes, elles doivent recevoir l'instruction et l'équipement de protection adéquats et des indemnités ainsi que bénéficier d'une couverture d'assurance. Les personnes de moins de 18 ans et les femmes enceintes sont dispensées des tâches

Contexte de l'intervention ABC / Engagement A des sapeurs-pompiers

« Événements ordinaires »

Engagement ABC / engagement de RP



Sapeurs-pompiers :

- Sapeurs-pompiers locaux dans l'engagement ABC (règle IASI)
- SP avec tâches spéciales (SP A)

LRaP/ORaP :

- > « Situation d'exposition planifiée »
- > Valeurs limite 50/250 mSv (art. 125, al. 5)
- > Pas d'engagement pour les personnes astreintes

« Terrorisme atomique »



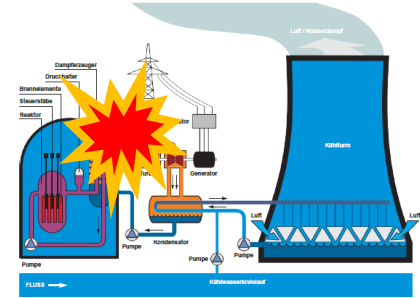
Sapeurs-pompiers :

- Sapeurs-pompiers locaux dans l'engagement ABC (IASI)
- Sapeurs-pompiers avec tâches spéciales (SP A)

LRaP/ORaP :

- > « Situation d'exposition planifiée » ?
- > ou exposition en situation d'urgence ?
- > Engagement éventuel de personnes astreintes (2^e phase)

Accident de centrale nucléaire



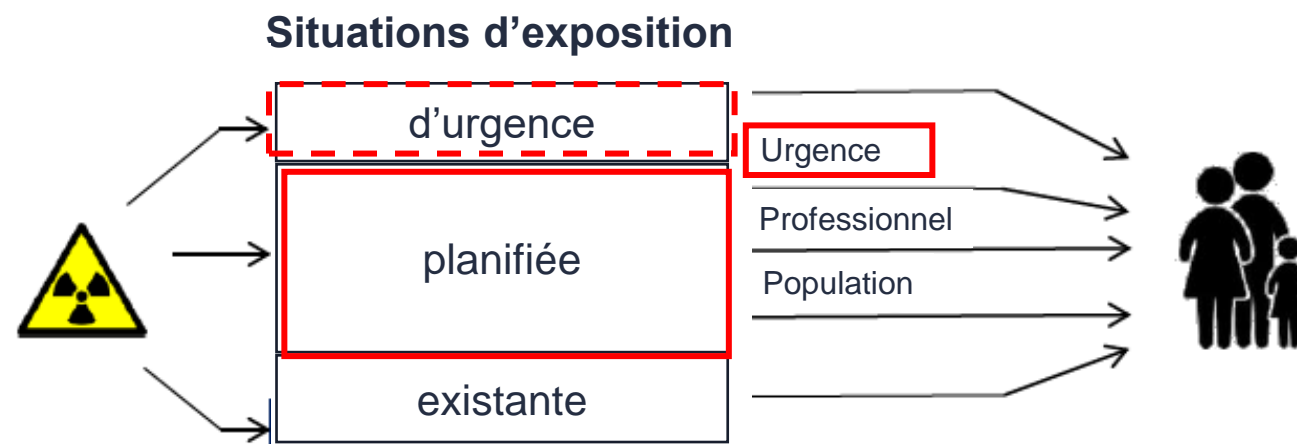
Sapeurs-pompiers :

- En principe pas d'engagement de SP (engagement de la ProP)
- Le cas échéant en appui des premières mesures officielles (élément des communes)
- Engagement SP sur secteur/zone

LRaP/ORaP :

- > Exposition en situation d'urgence
- > Engagement de personnes astreintes
- > Niveau de référence 50/250 mSv (art. 134, al. 3)

Digression – Expositions selon LRaP/ORaP



| Description | Définition | Responsabilité |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Incident (Événement ordinaire) | Défaillance = événement au cours duquel une installation, un objet ou une activité s'écarte des conditions normales. | Les titulaires d'autorisation, pour la prévention et la maîtrise d'une défaillance et de ses conséquences. Les cantons, pour la formation et la formation continue des forces d'intervention. |
| Urgence (Situation d'urgence et de catastrophes, événements extraordinaires de portée nationale) | Défaillance ou un autre événement impliquant une augmentation de la radioactivité qui exige des mesures immédiates afin d'atténuer ou d'éviter des conséquences graves pour la santé humaine et la sécurité, pour les conditions de vie et l'environnement. | La Confédération : OFSP, IFSN, OFPP, CENAL, OEMFP |

Appréhension du problème Sapeurs-pompiers

- Tous les corps de sapeurs-pompiers peuvent intervenir en cas d'événements A-/ABC, cependant principalement en situation d'exposition « planifiée » (accidents de transport, incendies ou accidents de laboratoire dans des entreprises fixes).
- La pertinence du thème « Personnes astreintes » est plutôt faible dans le domaine des sapeurs-pompiers (limitation essentiellement aux sapeurs-pompiers professionnels (ASSPP) = personnes susceptibles d'être astreintes).

MAIS

- Dans le cas d'une situation d'urgence, la Confédération met à disposition l'équipement nécessaire pour assurer la protection de toutes les personnes astreintes ainsi que des sapeurs-pompiers de milice (art. 145 ORaP).

Art. 145 Équipement (*Rapport explicatif*)

L'État-major fédéral ABCN ainsi que les organes fédéraux et cantons coordonnent la mise à disposition de l'équipement de protection nécessaire aux personnes astreintes pour exécuter leurs tâches et protéger leur santé. Il incombe à l'État-major fédéral ABC d'élaborer les concepts requis à cet effet. En cas d'événement, l'OFSP fournit des dosimètres.

Équipement de protection / Dosimètres pour les sapeurs-pompiers

- Les corps de sapeurs-pompiers locaux ne disposent en général pas de dosimètres.
- Pour les sapeurs-pompiers ABC, les cantons ont normalement remis des dosimètres provenant du stock de la ProP / ZS (« EDOS99 »).
- Ces appareils sont en fin de vie.
- Pas de solution de rechange / remplacement prévu actuellement par la Confédération pour les forces d'intervention hors de la protection civile
- La législation actuelle prévoit qu'au moins lors de « situations d'urgence », la Confédération mette à disposition de tous les sapeurs-pompiers, qu'ils soient « personnes astreintes » ou non, l'équipement nécessaire (p. ex. dosimètres).
- Pour les « situations d'exposition planifiée » (entreprises, transports), la ComABC a proposé dans le rapport final « Stratégie de défense contre les rayonnements », que la Confédération prenne aussi en charge l'équipement des formations spéciales correspondantes (radioprotection).



Commission fédérale pour la protection ABC
Laboratoire de Spiez, 3700 Spiez
Tél. +41 33 228 16 65, fax +41 33 228 16 64, info@comabc.ch

6.1.2. Equipement spécifique

La Confédération **décide de l'équipement de radioprotection des sapeurs-pompiers intervenant en cas de danger connu ou sur un tronçon d'un axe de communication principal.** Ce principe s'applique également pour les spécialistes des centres de renfort radioprotection désignés selon la stratégie fédérale. **Les frais d'acquisition et de modernisation du matériel de radioprotection sont pris en charge par la Confédération.** La procédure ainsi définie prend en considération les équipements existant lors de l'entrée en vigueur de la présente stratégie, notamment les instruments de mesure déjà distribués par la Confédération dans le cadre de l'équipement des organes de la protection civile.

Actions requises / Nécessité d'une discussion

- Le thème « équipement de protection » (principalement l'équipement en dosimètres dans le domaine de la ProP) doit être clarifié dans son ensemble au niveau de la Confédération, en tenant compte des bases légales :
 - Équipement en dosimètre / dosimétrie dans le domaine de la ProP (y c. les sapeurs-pompiers) pour les situations d'exposition d'urgence
 - Équipement de dosimètres dans les « situations d'exposition planifiée » pour l'intervention des services de protection A / protection contre les radiations
- SITUATION en 2023
 - La situation légale concernant la protection des intervenants dans le scénario de la « bombe sale » est-elle réglée ?
 - Fin de vie des anciens dosimètres EDOS99, utilisés jusqu'à ce jour pour combler la lacune !
 - Les cantons ou les organisations d'intervention qui, en complément de la dotation en EDOS99 (ou de l'équipement SCAM de la CENAL) se sont procurés leur propre équipement, ont dû le faire à leur frais, indépendamment du but de l'engagement (scénario d'exposition).
 - *Pro memoriam* – Thématique de l'équipement / des dosimètres :
 - 17 ans après le rapport final « Stratégie de défense contre les rayonnements » >> ??
 - 8 ans après la révision totale de la législation en radioprotection >> ??